

L'ACTU MARCHÉ

achevée de rédiger le 1^{er} juillet 2024

1^{ER} TOUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES



François Rimeu, Stratégiste,
Crédit Mutuel Asset Management

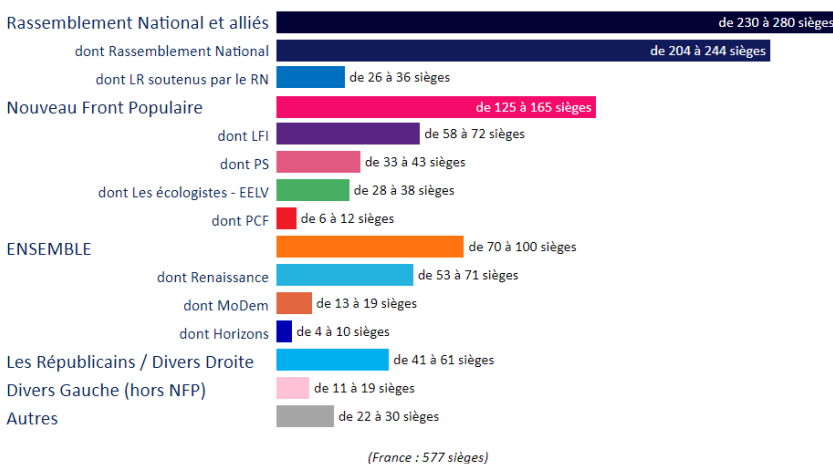
LES POINTS À RETENIR :

- Avec une participation très élevée à 66,7 %, le RN arrive en tête à 33 %, suivi du NFP à 28 % et de la majorité présidentielle à 21 %
- Pour le deuxième tour, il y aura plus de 300 triangulaires sur les 577 sièges à pourvoir
- Nous envisageons deux scénarios à ce stade : (i) une majorité absolue ou quasi-absolue du RN, (ii) un parlement sans majorité claire
- Nous maintenons notre approche prudente vis-à-vis des actifs français et neutre pour les marchés actions européens

ANALYSE DU PREMIER TOUR DU SCRUTIN

Pas de surprises au 1^{er} tour des élections législatives françaises, avec des résultats conformes à ce que prédisaient les sondages : Le Rassemblement National (RN) arrive en tête avec 33 % des voix, suivi du Nouveau Front Populaire (NFP) à 28 % et de la majorité présidentielle (Ensemble) à 21 %.

Projection du nombre de sièges



Il reste malgré tout difficile de faire des projections précises tant que chaque parti n'a pas annoncé les maintiens et défections « circonscription par circonscription ». Sur les 577 sièges à pourvoir, il y aura en effet plus de 300 triangulaires. Cela explique les différences entre les instituts de sondages en fonction des méthodes statistiques utilisées. Les projections indiquées ci-dessous ne sont donc qu'indicatives, en attendant ce mardi les annonces des différents partis quant au maintien ou non de leurs candidats.

Il faut noter aussi le très fort taux de participation à 66,7 %, le plus élevé depuis 2002. Quels que soient les résultats de dimanche prochain, ils seront soutenus par une forte implication populaire.

Source : Ipsos Talan, sans retraits pour les triangulaire ([Législatives 2024 : le direct | Ipsos](#))

S'il est donc difficile d'avoir de fortes certitudes, deux scénarios semblent toutefois être plus probables que les autres :

- **Une majorité absolue du RN (ou quasi-absolue)** : un gouvernement RN devrait dans ce cas être composé rapidement. Au regard des différentes annulations de mesures économiques coûteuses (réforme des retraites, défiscalisation des moins de 30 ans, etc.), ce scénario ne serait probablement pas le plus dangereux pour les actifs financiers à court terme. A moyen terme, les oppositions à l'Union européenne sur les sujets liés, entre autres, au budget et à l'immigration pourraient toutefois entraîner le maintien d'une prime de risque sur les actifs français.

- **Un parlement sans majorité claire** : le parti arrivé en tête aura dans ce cas du mal à trouver une coalition pour gouverner. Ce scénario, qui selon nous est le plus probable, entraînerait la plus grande incertitude. Il n'y a en effet pas de cas comparables depuis le début de la V^{ème} République¹. Ce dernier devrait également déboucher sur le maintien d'une prime de risque sur les actifs français, tant qu'il n'y aura pas de gouvernement stable.

LA PRUDENCE EST DE MISE MALGRÉ UN DÉBUT DE SEMAINE RASSURANT

Prime de risque taux 10 ans français vs allemand



Source : Groupe La Française, données au 01/07/2024

Le marché semble rassuré en ce début de semaine en raison d'une probabilité apparaissant aujourd'hui comme résiduelle de voir le NFP obtenir une majorité absolue à l'Assemblée. Malgré cela et compte tenu des incertitudes existantes encore à l'heure actuelle, nous restons, à ce stade, relativement prudents quant à l'évolution des actifs français. Il nous semble donc en l'état peu probable de voir le spread entre le 10 ans français et allemand se resserrer de manière significative ; il devrait continuer à intégrer une prime de risque supplémentaire par rapport aux mois précédents les élections européennes et législatives. De la même manière, cette incertitude planant sur la 2^{ème} économie de la zone Euro va vraisemblablement mettre un coup d'arrêt à l'accélération de la croissance dans la région.

A long terme, pas de catastrophisme non plus dans la mesure où, in fine, les institutions européennes et les marchés financiers joueront le rôle d'arbitre quant à ce qu'il est possible de mettre en œuvre ou pas. Si cela ne devrait pas nous prémunir d'une volatilité potentiellement significative, cela limite en revanche les risques extrêmes.

Nous allons ainsi aborder cette période pleine d'incertitude avec des expositions sur les marchés actions européens proches de la neutralité : la tendance positive des derniers mois (indicateurs macroéconomiques et bénéfiques revus à la hausse) est selon nous probablement décalée, mais pas fondamentalement remise en cause. Nous mettrons en place une logique équivalente sur les actifs crédit à bêta élevé (High Yield, subordonnées financières).

Nous vous donnons rendez-vous la semaine prochaine pour notre analyse du second tour.

Investir comporte des risques, notamment de perte en capital, prenez-en connaissance.

1) [Assemblée nationale \(assemblee-nationale.fr\)](http://assemblee-nationale.fr)

Édité par **Crédit Mutuel Asset Management** : 4, rue Gaillon 75002 Paris. Société de gestion d'actifs agréée par l'AMF sous le numéro GP 97 138. Société Anonyme au capital de 3 871 680 euros immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 388 555 021 Code APE 6630Z. TVA Intracommunautaire : FR 70 3 88 555 021. Crédit Mutuel Asset Management est une filiale du Groupe La Française, holding de la gestion d'actifs du Crédit Mutuel Alliance Fédérale. **La Française AM Finance Services**, entreprise d'investissement agréée par l'ACPR sous le n° 18673 (www.acpr.banque-france.fr) et enregistrée à l'ORIAS (www.orias.fr) sous le n° 13007808 le 4 novembre 2016.

Les informations contenues dans ce document ne sauraient constituer un conseil en investissement, une proposition d'investissement ou une incitation quelconque à opérer sur les marchés financiers. Les appréciations formulées reflètent l'opinion de leurs auteurs à la date de publication et ne constituent pas un engagement contractuel du Groupe La Française. Ces appréciations sont susceptibles d'évoluer sans préavis dans les limites du prospectus qui seul fait foi. Le Groupe La Française ne saurait être tenu responsable, de quelque façon que ce soit, de tout dommage direct ou indirect résultant de l'usage de la présente publication ou des informations qu'elle contient. La présente publication ne peut être reproduite, totalement ou partiellement, diffusée ou distribuée à des tiers, sans l'autorisation écrite préalable du Groupe La Française.

Coordonnées internet des autorités de tutelle : Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) www.acpr.banque-france.fr, Autorité des Marchés Financiers (AMF) www.amf-france.org.